

CAUSE COMMUNE

Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est

Numéro spécial - Grève étudiante

La grève en éducation est un baume qui doit s'étendre !

Après avoir mis des bâtons dans les roues des syndicats, après avoir coupé dans l'aide sociale des plus jeunes, après avoir bonifié les garderies à 5 piasses en garderies à 7 piasses, voilà que le gouvernement Charest s'attaque à l'éducation. Au cours de ces deux dernières années, on a vu les travailleurs, les travailleuses, les pauvres et les exclus de notre société être balayés sous le tapis social. Est-ce que les étudiant-e-s du Québec réussiront à placer leur grain de sable dans les rouages de la machine néo-libérale ?

On imagine joyeusement Jean Charest comme un punching-bag, une cible en carton ou un pigeon d'argile. C'est tout naturel. Tant la physionomie que les actions de ce personnage justifient qu'on ne l'aime pas. Pourtant, Charest ne fait que concrétiser ce que fantasment tous les hommes d'affaire depuis longtemps : une population de travailleurs sans protection sociale, n'ayant que leur travail à vendre, prêts à accepter n'importe quel salaire à n'importe quelles conditions. Peu de gens, sauf les patrons, veulent de ce que le gouvernement libéral nous propose : la sous-traitance, la privatisation... la Wal-martisation de nos relations de travail.

La « réingénierie » de l'éducation obéit aux mêmes impératifs idéologiques idiots que la réingénierie des autres secteurs : « ce qui ne profite pas aux investisseurs ne profite à personne ». En réalité, une éducation accessible et gratuite est impérative à la participation de toutes et tous aux prises de décisions qu'une société qui se dit démocratique implique. Le savoir devrait y jouer un rôle social actif et proposer des solutions saines aux problèmes qu'on y rencontre. On ne devrait jamais faire confiance au « marché » pour faire des choix logiques en matière d'éducation comme ailleurs. C'est pourquoi la privatisation ou l'embourgeoisement de l'éducation sont les pires scénarios que l'on puisse imaginer. Abandonner le contrôle des écoles aux grosses corporations et aux riches, c'est comme donner une pilule jaune à un pac-man méchant ou l'avenue du parc au plus riche joueur au monopoly : c'est carrément l'équivalent d'un suicide collectif.

En lisant ce numéro spécial de Cause Commune, y'a des gens qui doivent se demander : « De quoi la NEFAC se mêle avec la grève étudiante? ». Nous avons la réputation d'être des jeunes travailleurs-euses qui ne s'intéressent qu'aux luttes syndicales (ouvrières). Si le syndicalisme est effectivement un de nos intérêts et un de nos champs de lutte, réduire l'activité de la NEFAC strictement au support des luttes syndicales relève d'une pensée assez réductrice. En fait, nous sommes avant tout une organisation pour qui la lutte des classes, dans toute sa globalité, est l'endroit où les politiques libertaires ont naturellement leur place et où elles ont le plus de chance d'être reprises et popularisées. Présentement, le combat qui oppose les étudiant-e-s et le gouvernement Charest à propos de l'accessibilité à l'éducation relève d'une lutte des classes entre les étudiant-e-s issues des classes populaires et les intérêts capitalistes du système d'éducation. Voilà pourquoi nous supportons la grève étudiante.

Aux gens qui pourraient penser que voulons récupérer la lutte, nous leur répondons que nous sommes en tout temps pour l'autonomie des mouvements sociaux. Dans le cas actuel, ça veut dire que nous voulons que l'orientation des grèves, actions et manifestations étudiantes soit décidée par les instances qui sont propres au mouvement étudiant (assemblées générales, comités de grève, etc.). Notre rôle, en tant qu'organisation révolutionnaire, n'est que d'appuyer la lutte, d'agiter pour qu'elle se radicalise et de rappeler les expériences du passé.

De toutes façons, quitte à gâcher la (fausse) image que les gens se font de nous, nous allons dévoiler au grand public que ce n'est pas tous les membres de la NEFAC qui se tapent les « 40 heures » par semaine de travail salarié et qu'il y a aussi des étudiant-e-s parmi nous! D'autres retourneront probablement un jour à l'école pour poursuivre leurs études.

Encore d'autres ont des enfants qui fréquenteront dans le futur les cégeps et universités. Dans ce sens, c'est tout à fait dans nos intérêts que la présente grève soit victorieuse pour le mouvement étudiant.



Montréal - La Commune et
L'Impact :
lacommune@nefac.net

Québec - La Nuit:
nefacquebec@yahoo.ca

Saint-Georges - Va-nu-pieds:
st-georges@nefac.net

Sherbrooke - L'Accolade :
sherbrooke@nefac.net

NEFAC sur le web:
www.nefac.net



La grève s'amorce à l'Université de Sherbrooke : un exemple à imiter

Il y a quelques semaines, peu de gens auraient pu prévoir que les 1700 étudiant-e-s de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (FLSH) allaient choisir de se joindre au mouvement de grève générale illimité qui se répand à travers les écoles du Québec. La mobilisation qui a mené à cette grève a été difficile : la tradition d'apolitisme de la vie universitaire et l'attitude non-confrontationnelle qui caractérise, comme tant d'autres, l'association étudiante locale (AGEFLSH) ne laissaient pas présager que ces étudiants allaient s'engager de manière si radicale dans la lutte contre la destruction de l'éducation. Comment expliquer ce qui est arrivé ?

Les assemblées générales (AG) existent dans la plupart de nos associations étudiantes pour leur garantir un minimum de fonctionnement démocratique. C'est à la suite d'une résolution prise au cours d'une AG que l'idée de la grève a pu être débattue pour la première fois dans la faculté. C'est aussi cette AG qui a légitimisé la création d'un comité de mobilisation qui a pu préparer la population étudiante à voter la grève au cours d'une autre AG.

L'exécutif de l'AGEFLSH s'étant cantonné dans la « neutralité » et

n'ayant donné comme budget de fonctionnement que 100\$ à ce comité de mob, il a bien fallu que la poignée d'étudiants motivés qui s'y sont impliqués aille chercher de l'aide ailleurs. Ils l'ont trouvée chez l'Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS), chez la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et chez l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

Munis de centaines d'affiches et de stickers tout neufs, ainsi que d'un trac de leur conception imprimé sur des feuilles glanées ici et là, ils ont pris d'assaut les corridors et les salles de cours de leur école.

Ils ont entrepris de déconstruire le discours anti-grève. Ils se sont rendu compte que l'opposition viscérale courante que plusieurs ont contre la grève n'a le plus souvent rien de politique : tout le monde est pour l'accessibilité aux études et tout le monde est contre Charest. Ce n'est pas une question de but, mais de moyen. La grève est davantage vue comme une menace au cheminement académique personnel que comme un moyen d'émancipation collectif. À ce sujet, les arguments historiques se sont révélés particulièrement efficaces. « Il y a eut sept grèves dans le passé qui ont été

peu dommageables pour les étudiants, mais qui ont apporté beaucoup pour la société québécoise. Si le Québec n'est pas le Texas, c'est parce qu'il a connu un mouvement social fort. Il faut continuer! »

Petit à petit, les gens se sont mis à en parler, à participer aux débats publics. Dans la cafétéria, on pouvait entendre se répéter les arguments avancés en AG. Sur les Zoom-médias dans les toilettes, les graffitis pour la grève étaient enfin devenus d'actualité!

Le premier jour de la grève, les membres de l'AGEFLSH ont fait une assemblée d'organisation où leur première tâche a été d'empêcher l'exécutif de leur asso de prendre le contrôle d'une grève qu'il n'avait pourtant pas tout à fait souhaitée! L'implication des étudiant-e-s dans l'organisation de la grève a été impressionnante : enfin l'occasion de collectivement réaliser quelque chose dans leur école était là.

Une des tâches qu'il reste à faire aux étudiant-e-s de la FLSH est de « contaminer » les autres facultés de leur école et, pourquoi pas, le reste de la population. Moyens de pression, communiqués, performances, spectacles, piquetage... cette grève-là va kicker des culs!

"La FECQ-FEUQ ne nous représente pas"

"La FECQ-FEUQ ne nous représente pas" pouvait-on lire sur une bannière lors de la manifestation d'ouverture de la grève étudiante, le jeudi 24 février passé. Cette même bannière se retrouve présentement "aux barricades" devant l'entrée du Cégep du Vieux-Montréal, qui est occupée par les étudiant-e-s en grève.

Il faut comprendre la portée d'une telle affirmation, qui est plus qu'un simple slogan, mais bien une position cruciale à prendre durant la grève. Refuser que la Fédération des Étudiant-e-s du Collégial du Québec (FECQ) et son organisation jumelle la Fédération des Étudiant-e-s Universitaires du Québec prennent le contrôle d'un mouvement qui est le fruit de

mois de mobilisation à la base n'est que logique, et n'est qu'en fait la continuité de ce qui a été entrepris. Refuser la représentation de représentant-e-s illégitimes est un pas vers l'autogestion de la lutte.

Il n'y a rien de glorieux à s'asseoir à la table avec le gouvernement et d'entreprendre des négociations. Par contre, faute d'une rupture complète avec le système d'éducation actuel (et dans une plus large mesure, avec le système capitaliste!), des négociations seront nécessaires pour consolider les gains possibles de la grève. En 1996, lors de la dernière grande grève générale, la FECQ-FEUQ avait 'dépassé' le MDE et le mouvement de base pour s'imposer comme interlocuteur principal avec le

gouvernement. Alors qu'ils ont officialisé le gel des frais de scolarité (ce qui était vraisemblablement déjà gagné à cause de la force et de l'ampleur du mouvement), ils ont aussi concédé un recul important, celui de la taxe à l'échec, une mesure terriblement impopulaire qui en fait pénalisait les étudiant-e-s les plus pauvres qui coulaient leurs cours.

Quand vient le temps de négocier avec la partie qui nous oppose, les libertaires exigent des représentant-e-s dûment mandatés et révocables en tout temps. Toute entente avec le gouvernement devrait par la suite être acceptée en assemblée générale. À quoi bon de lutter si l'on ne décide pas de l'orientation de son mouvement?

Inscrivez-vous à la liste info@nefac.net et recevez des informations hebdomadaires vous tenant au fait de nos activités. Envoyez un courriel à cette adresse pour vous inscrire à cette liste.